REPUBLIQUE DU BURUNDI

FORCES POUR LA RESTAURATION DE LA DEMOCRATIE

FRD-ABANYAGIHUGU

REPUBLIKA Y'UBURUNDI

INTWARI Z'IHAGARARIYE DEMOKARASI

FRD-ABANYAGIHUGU

FRD-ABANYAGIHUGU

E –mail :frd-intwari@burundi-itsitso.info Site :www.burundi-itsitso.info

---

MEM/FRD/001/2011 : MEMORADUM NO.1 DU 22 NOVEMBRE 2011 DU MOUVEMENT « F.R.D-ABANYAGIHUGU»

PREAMBULE

La violation des principes démocratiques par le pouvoir en place au Burundi ayant pour corollaire la criminalité, couplée de détournements des deniers publics, de la corruption et des malversations économiques a provoqué le désespoir du peuple burundais.

Les dirigeants actuels du Pays, animés par la simple volonté de remplir leurs poches au détriment de l'intérêt du peuple « ABANYAGIHUGU » ont malicieusement opté pour la destruction de la démocratie en réinstaurant le monopartisme de fait, qui opprime les opposants et protège les auteurs des crimes économiques. Dans cette perspective, lors des préparatifs des élections de 2010, le pouvoir CNDD-FDD de NKURUNZIZA s'est distingué par la dictature et la terreur accompagnées par des assassinats ciblés, envenimant ainsi le climat politique de cette période pré-électorale. Il y a eu la fragilisation des partis politiques de l'opposition par l'intimidation. Ainsi, deux des partis favoris à savoir, SAHWANYA-FRODEBU et le FNL ont été scindés en ailes pour réduire le plus possible leur poids politique qui leur était favorable pour les élections de 2010. Une campagne de déstabilisation tout azimut des partis de l'opposition a été menée ; les réunions ont été empêchées ou perturbées et certains cas de vols des drapeaux sous la complicité de certaines autorités ont été signalés. Certains membres des partis de l'opposition ont été emprisonnés, d'autres tués. Pour museler les parlementaires, certains députés ont subi des attaques à la grenade à leur domicile ; un acte qui a précédé le limogeage de vingt-deux (22) parmi eux en violation flagrante de la Constitution. Ce qui

contraignit certains parlementaires d'ingurgiter un code électoral qui viole la Constitution et les accords d'ARUSHA dont elle est tributaire. Cette opération visait la transformation de l'Assemblée Nationale, du Senat et des Conseils communaux en caisses de résonance du parti au pouvoir. La trilogie, Parlement-Appareil Judiciaire-Appareil Exécutif a pour cet effet perdu sa raison d'être au Burundi. Remarquez que l'appareil judiciaire s'est altéré le premier par le fait qu'il s'est fait manipuler par l'Exécutif dans le but de traquer et d'anéantir les opposants.

Durant cette même période pré-électorale, les arrestations d'Alexis SINDUHIJE, Président du parti MSD, de Jean Claude KAVUMBAGU, Directeur du journal NET PRESS, d'Emmanuel RUDUDURA, Vice-président du syndicat du personnel non magistrats au Ministère de la Justice ne venaient que pour répondre à cet impératif que s'était fixé le CNDD-FDD. Les efforts déployés pour leurs libérations ont été suivis attentivement par tout le peuple burundais ainsi que la communauté internationale. Ce statuquo a été maintenu même pendant la période électorale car les cas d'assassinats et d'emprisonnements ont été aussi signalés.

La Commission Electorale Nationale Indépendante a excellé par sa partialité et son favoritisme en offrant toutes les facilités à la mouvance présidentielle en défaveur de l'opposition, surtout pour la distribution du matériel électoral et la supervision de toutes les opérations jusqu'au comptage des scrutins. Les urnes non dépouillées ont été découvertes dans plusieurs endroits. C'est une situation qui confirme et avalise les propos de NKURUNZIZA narguant le peuple que son pouvoir ne résulte pas du scrutin. Certaines personnes ayant fait un clin d'œil à l'opinion pour le signaler se sont retrouvées devant le danger des poursuites judiciaires. Parmi elles, Il y en a qui ont été arrêtées. Malgré le cautionnement des résultats des élections communales par certain membres de la communauté internationale et leurs encouragements aux membres des partis d'opposition à poursuivre les élections présidentielles, parlementaires et collinaires dans ce climat malsain, ces derniers l'ont juge inutile ; pour répondre à leurs exigences, les partis qui avaient présenté des candidats présidents ont d'ailleurs retiré ces candidatures. Par conséquent, ces élections sont devenues une affaire n'intéressant que Pierre NKURUNZIZA, le CNDD-FDD et ses acolytes. Le pouvoir CNDD-FDD considéra comme ennemis ceux qui se sont désistés du processus électoral et Pierre NKURUNZIZA mena une campagne seul pour sa propre succession.

Dès le début de son deuxième mandat, au lieu d'apaiser les esprits, le Président NKURUNZIZA s'est mis à une chasse à l'homme et à la persécution des opposants à

commencer par leurs leaders. Certains ont été contraints à l'exil, d'autres restent toujours exposés aux tracasseries et aux poursuites judiciaires qui ne respectent aucune réglementation. Ces tracasseries et poursuites judiciaires n'ont pas épargné les représentants des medias et des organisations de la societe civile suite à leur dénonciation des différents cas de malversations économiques, de corruption, de détournements des deniers publics, de tueries et de violation des droits de l'homme.

Des sociétés fictives ont été créées par un noyau de cadres politiques et des forces de défense et de sécurité fideles aux tenants du pouvoir dans le but d'accaparer pour le compte de ces derniers tous les gros marchés ainsi que des payements y relatifs exorbitants. Prenons pour exemples, le détournement d'un montant de quinze milliards de francs burundais (15.000.000.000FrsBu) connu comme remboursement d'une dette que l'Ouganda devait au Burundi ; l'exploitation illicite des minerais par certaines entreprises avec la complicité du pouvoir CNDD-FDD. La liste de ces cas ayant ruiné le peuple son très nombreux ; le mouvement FRD-ABANYAGIHUGU vous donnera régulièrement les détails.

A côté du projet voilé de retour au monopartisme, conduit vaillamment par le Ministère de l'intérieur, et toujours dans sa manœuvre maladroite de faire accepter par force aux Burundais, son pouvoir totalitaire et obtenir la disqualification de l'opposition, le pouvoir CNDD-FDD a planifié et exécuté par l'intermédiaire du Service National des Renseignements et de certains égarés de la police nationale, plusieurs montages criminels, dont certains avaient tourné au drame. Il s'agit notamment : de l'exécution de deux étudiants dans le campus universitaire de MUTANGA, du massacre de GATUMBA qui a emporté environ 40 personnes, du massacre de MUYINGA où 33 personnes ont été arrêtées, tuées et puis jetées dans la rivière RUVUBU, des assassinats et des exécutions extrajudiciaires opérés dans le cadre du plan « SAFISHA » (qui signifie NETTOYAGE en swahili) de plusieurs centaines de personnes membres des parti de la coalition ADC-IKIBIRI, dont la plupart sont membres du parti FNL de RWASA Agathon.

A part ces détournements des deniers publics et malversations économiques sujets de la paralysie de l'économie nationale dont le peuple est victime, les tueries en cours ajoutent le drame au drame. Curieusement, pour les autorités burundaises, tout marche à merveille. Et face à cette situation, les burundais se sentent abandonnés à eux-mêmes et ne savent à quel Saint se vouer. Ils décident alors de prendre les armes.

Affligé par ce pouvoir qui n'hésite pas à mettre sur pied et à exécuter des plans d'extermination à grande échelle de son peuple (ABANYAGIHUGU) sous prétexte de son obédience politique, mais aussi de tous les méfaits susdits, en l'occurrence le retour à une dictature monopartite, le peule (ABANYAGIHUGU) a trouvé la nécessité de prendre les armes pour sa protection et sa survie, surtout après l'échec de toutes les initiatives pacifiques qui pouvaient influencer les négociations. Certains sont parvenus à s'organiser au nom de ce qu'ils ont appelé « INGABO Z'ABANYAGIHUGU » en créant par la suite le mouvement « FRD-ABANYAGIHUGU » dont les fondateurs et les membres sont dénommés « INTWARI ».

C'est ainsi qu'il a été crée le mouvement « FORCES POUR LA RESTAURATION DE LA DEMOCRATIE-ABANYAGIHUGU » F.R.D - ABANYAGIHUGU en sigle. Ce mouvement est composé de membres (INTWARI) et des Forces Combattantes (INGABO Z'ABANYAGIHUGU) ayant une idéologie dont le fond se trouve explicité dans les lignes qui suivent :

1. QU'EST-CE QUE LE MOUVEMENT « F.R.D -ABANYAGIHUGU » ?

Le **FRD-ABANYAGIHUGU** a une image contraire à celle du parti CNDD-FDD car, ce n'est pas une organisation au sein de laquelle les voleurs opèrent ni celle sur laquelle ces voleurs s'appuient. Ce n'est plus un secret de Polichinelle, au sein de l'appareil administratif du pouvoir CNDD-FDD, les groupes de voleurs et d'assassins se distinguent ; leur coalition fait la pluie et le beau temps dans le pays et opèrent sous la couverture de l'appareil judiciaire. Ces derniers temps, le pouvoir CNDD-FDD était en campagne de diabolisation contre ce peuple qui a pris les armes pour se protéger et défendre ses droits civils et politiques en lui collant une connotation qu'il devrait porter lui-même. Ces burundais désespérés, massacrés, menacés par des emprisonnements abusifs par ceux qui devraient les protéger et ayant par conséquent décidé de prendre les armes ; se sont ceux-là que le pouvoir traite de voleurs et d'assassins pour tromper l'attention et la vigilance de l'opinion nationale et internationale. Les massacres, les tueries et les assassinats dont les burundais sont victimes sont comparés aux cas pareils enregistrés aux Etats Unis d'Amérique (USA) et en République Sud Africaine (RSA) selon les autorités burundaises. Ici, c'est pour banaliser ce drame car, ni aux USA, ni en RSA et ailleurs, les services de défense et de sécurité ni massacrent pas leur peuple. A moins que Barak OBAMA, Jacob ZUMA et

d’autres ne nous prouvent le contraire. Ceux qui osent s’inscrire en faux contre ces crimes sont terrorisés, persécutés, emprisonnés et tués. Ces innocents subissent aussi des menaces verbales de la plus haute autorité du pays qui les compare aux gens qui doivent être emportés par un feu qu’ils ont eux-mêmes allumé. Les victimes ne sont pas seulement membres des partis politiques ; même les membres des organisations de la société civile et des medias ne sont pas sous l’abri de ces menaces.

C’est dans ce climat que le peuple dans sa grande majorité et diversité s’est d’abord rassemblé pour constituer les forces combattantes dénommés « **INGABO Z’ABANYAGIHUGU** ». Suite au soutien et la participation des burundais ayant la soif de voir la Démocratie restaurée, qu’il a été crée le mouvement **FRD-ABANYAGIHUGU** et donc un mouvement engagé à combattre toutes ces violations. Il est composé par des membres (**INTWARI MU BARUNDI**) et des combattants (**INGABO MU NTWARI**) appelés **INGABO Z’ABANYAGIHUGU**.

Les fondateurs du mouvement **FRD-ABANYAGIHUGU** ont appelé les membres de ce mouvement (**INTWARI**) pour afficher leur patriotisme allant jusqu'à accepter d’être des martyrs pour que leur chère patrie puisse être un havre de paix où tout citoyen peut jouir de tous les droits lui reconnus par la Constitution.

2. ENGAGEMENTS DU MOUVEMENT « F.R.D -ABANYAGIHUGU »

Les actes de violence observés sur terrain aujourd’hui ne sont qu’une prolongation de la violence pré-électorale. A cette époque les cibles les plus visées étaient les militants des partis FNL, UPD-ZIGAMIBANGA et MSD. Les cas de tueries sont observés ça et là dans le pays et des cadavres sont régulièrement trouvés dans les collines, d’autres flottent dans des rivières et leurs tortionnaires sont localisés parmi les personnes proches du pouvoir, membres du corps de police et du Service National des Renseignements. Ces crimes sont exécutés suivant un programme bien préétabli et la direction du Mouvement **F.R.D- ABANYAGIHUGU** dispose de la liste des victimes et de leurs bourreaux.

Le récent massacre de trente neuf (39) paisibles citoyens de GATUMBA et l’assassinat de deux (2) étudiants du campus MUTANGA constituent des montages avortés du Service National des Renseignements (la police présidentielle), dont l’objectif était la disqualification des leaders de l’ADC-IKIBIRI en l’occurrence Léonce NGENDAKUMANA, Agathon RWASA, Alexis SINDUHIJE, et de l’honorable Manassé NZOBONIMPA. Ces tueries appuyant le démantèlement des partis politiques de l’opposition émanent d’une planification de Pierre NKURUNZIZA et le ministre de

l'intérieur Edouard NDUWIMANA agissant comme l'exécutant de ce plan alors qu'il devrait faciliter le fonctionnement de ces partis. Le mouvement **F.R.D - ABANYAGIHUGU** s'engage à sévir exemplairement contre ces assassins au pouvoir à Bujumbura, restaurer les libertés civiques et politiques, le respect sans faille des droits de l'homme tel que stipulé dans la Constitution de la République, dans sa deuxième partie tirée de la charte des droits et des devoirs fondamentaux de l'individu et du citoyen. Dans cette même partie figurent des pactes internationaux que le Burundi a ratifiés.

Le noyau des cadres militaro-civils et policiers qui tuent et qui pillent, couvert par les services chargés des finances au haut niveau ainsi que des marchés publics, gère des sociétés fictives créées par le pouvoir dans le but de faciliter la dilapidation des deniers publics par le paiement et la surfacturation des produits ou marchandises dont, dans la plupart des cas n'ont jamais été livrés. La société « Burundi Car Services » est un des cas illustratifs. Une source digne de foi provenant du CNDD-FDD fait état de quinze milliards de francs burundais (15.000.000.000Frs Bu) remboursés par le gouvernement Ougandais et détournés sous prétexte d'une opération d'achat des cahiers. Nous référant sur le rapport de l'Inspection Générale de l'Etat et les différentes dénonciations des organisations luttant contre la corruption et les malversations économiques, signalons également un cas d'achat du matériel militaire en état défectueux d'une valeur d'environs cinq milliards de francs burundais (5.000.000.000Frs Bu).

Toute personne qui ose dénoncer quoique ce soit est exposée aux menaces et aux poursuites à l'instar du parlementaire Manassé NZOBONIMPA de l'East African Community qui paie aujourd'hui des pots cassés à la suite de ses révélations.

L'exploitation anarchique des minerais sous la houlette et au profit des tenants du pouvoir se fait moyennant des procédures administratives illégales prises pour assurer le favoritisme et le protectionnisme. Les exploitants sont régulièrement côtoyés par les agents de l'administration et du Service National des Renseignements pour les soutirer une partie du fruit de leur travail en contre partie des facilités d'exploitation.

Le patrimoine foncier du pays est presque une propriété privée de certaines autorités. Ces dernières s'attribuent des terres immenses pour leur propre exploitation ou tout simplement pour des fins commerciales en les vendant à qui ils veulent et à n'importe quel prix; de paisibles citoyens sont souvent victimes des expropriations.

La lutte contre ces magouilles favorisant l'enrichissement illicite de ces inciviques qui pillent et qui tuent sous la protection du pouvoir, c'est l'une des missions principales que les membres (INTWARI) des FRD-ABANYAGIHUGU se sont assignés pour la restauration d'un Etat de droit, digne de son nom sur l'échiquier international. Tout sera fait pour que le Burundi retrouve la place qui lui revient dans le concert des nations.

3. LE POUVOIR ACTUEL DE BUJUMBURA EST-IL CREDIBLE? QUELLE EST LA POSITION DU MOUVEMENT « *F.R.D – ABANYAGIHUGU* » A CE SUJET ?

Les burundais sont massacrés quotidiennement par certains membres des corps de défense et de sécurité aux yeux et au su de l'opinion nationale et internationale ; les organisations tant politiques qu'apolitiques décrient au jour le jour cette situation dans l'indifférence totale de l'appareil judiciaire. La justice burundaise n'est pas intéressé de dire le droit suite à l'ingérence des tenants du pouvoir dominés par des criminels ; le cas du procès assassinat MANIRUMVA Ernest, ancien vice-président de l'Organisation de Lutte Contre les Malversations Economiques (OLUCOM) le témoigne. Il est à noter que cette justice a été incapable de permettre à la FBI de procéder au test ADN de certains cadres de la Police Nationale et du Service National des Renseignements pointés du doigt par certains témoins comme étant planificateurs et exécutants de ce crime.

Contrairement aux autres pays pauvres ayant bonne cote dans la relance économique, le Burundi excelle dans la corruption, les malversations économiques et les détournements. Les quelques exemples cités dans ce mémorandum confirment cette thèse. Le pouvoir NKURUNZIZA, tout en promettant un Burundi prospère, scande des slogans vantant par naïveté la bonne santé du pays, sans aucune base ni honte, pour camoufler les souffrances du peuple. Ces slogans ont aussi fait l'objet de son entretien avec les burundais de la diaspora à Genève. Ce pouvoir qui cause tant de souffrances au peuple burundais n'est pas crédible à l'intérieur du pays. Le parti au pouvoir pour sa réanimation procède au recrutement par achat de conscience, des opportunistes et des courtisans localisés dans certains partis de l'opposition et dans la société civile par le démantèlement, même si pour les organisations non gouvernementales, cette opération vulgairement appelée « **Nyakurisation** » reste vouée à l'échec.

Face à tous ces crimes qui perdurent, le mouvement **FRD-ABANYAGIHUGU** trouve qu'il serait dupe de crédibiliser ce pouvoir qui paralyse tout le pays. Les pourparlers pourtant proposés par plusieurs couches de la société burundaise ont été vomis par le pouvoir NKURUNZIZA en date du 26 Août 2011 lors d'une croisade évangélique qu'il a organisé à KAYOGORO en province de MAKAMBA. Cette position est contraire à celle que Pierre NKURUNZIZA avait prise en date du 1er Juillet 2011, lors de la célébration du 49ème anniversaire de l'indépendance du Burundi.

Le mouvement **FRD-ABANYAGIHUGU** ne sollicite pas des négociations comme c'est le cas pour les partis politiques de l'opposition. D'après Pierre NKURUNZIZA, réclamer des pourparlers équivaut à quémander des postes de responsabilité politique à son pouvoir. Protéger le peuple, traquer les assassins et les détourneurs des deniers publics est un passage obligé pour les membres (**INTWARI**) du mouvement **FRD-ABANYAGIHUGU** du moment que toutes les autres voies pacifiques ont échoué.

4. LA VIOLATION MASSIVE DE DROITS DE L'HOMME AU BURUNDI SE FAIT AU GRAND JOUR. QUELLE EST LA POSITION DES « F.R.D – ABANYAGIHUGU » ?

Les illustrations significatives déjà évoquées ci-haut et reprises dans différents rapports des organisations tant nationales qu'internationales qui militent en faveur des droits de l'homme en sont des preuves patentes. Curieusement, pour Pierre NKURUNZIZA et autres criminels de son système dirigeant, le respect des droits de l'homme n'est pas dans leurs préoccupations.

Il n'y a aucune affaire d'assassinat de paisibles citoyens dans laquelle le service national des renseignements n'est pas impliquée ; en voici quelques exemples: Dossier KINAMA en Mairie de Bujumbura, où les personnes extraites du cachot communal ont été retrouvées mortes; Dossier MUYINGA où trente trois (33) personnes entre les mains de la police ont été retrouvées massacrées et flottant dans la rivière Ruvubu *;* Dossier GATUMBA où un montage du Service National des Renseignements a tourné au carnage, trente neuf(39) personnes lâchement abattues ; Dossier Université du Burundi, deux (2) étudiants tués et beaucoup d'autres dossiers. Concernant le dossier MUYINGA, la justice a fait semblant de s'enquérir du cas juste pour calmer les cris d'alarme lancés par les organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme à savoir, HUMAN RIGHT WATCH, AMNISTIE INTERNATIONALE, APPRODH, LIGUE ITEKA et autres.

Apres les élections présidentielles et législatives, la chasse à l'homme lancée par le parti au pouvoir à l'endroit des membres des partis de l'opposition s'est accrue au lieu de régresser. C'est ainsi que plus de trois cent (300) paisibles citoyens presque tous originaires du parti FNL d'Agathon RWASA ont été massacrés. Sept cent (700) autres personnes innocentes ont été incarcérées dans des prisons et cachots repartis partout dans le pays.

Dans les plantations de cannes à sucre du nommé Nahum BARANKARIZA, neuf (9) personnes ont été assassinées et beaucoup d'autres gravement blessées dans un montage du pouvoir, pour incriminer Alexis SINDUHIJE du MSD comme quoi ce sont les TUTSI qui ont abattus les HUTU, alors que les victimes étaient toutes les ethnies confondues. Toutes ces vies humaines ont péries dans un silence complice des pouvoirs Exécutifs, Judiciaires et Législatifs. A qui donc demanderons-nous secours pour ce peuple dont les pleurs amusent les soient disant garants de leur sécurité ? La violation des droits de l'homme au Burundi est une réalité flagrante et se fait au grand jour.

Le paroxysme a été franchi quand il a été découvert un plan d'élimination physique systématique des partisans de l'opposition ; le fameux plan **« SAFISHA »** ou **« NETTOYAGE »**. Les forces combattantes (**INGABO Z'ABANYAGIHUGU**) du mouvement **F.R.D – ABANYAGIHUGU** se sont levées comme un seul homme pour défendre le peuple contre une hécatombe planifiée hélas par ceux-là même qui devraient le protéger. Les temps sont révolus ! Les **F.R.D – ABANYAGIHUGU** se refusent de laisser le peuple burundais continuer à être froidement abattu dans un carnage planifié par le pouvoir NKURUNZIZA sans que personne n'intervienne pour l'arrêter.

Voici qu'aujourd'hui les **INTWARI** des **F.R.D – ABANYAGIHUGU** sont debout pour mettre fin à ces violations quotidiennes des droits de la personne humaine longtemps décriées par les hommes politiques Burundais et les organisations de la société civile, sans qu'il y ait la moindre action du Gouvernement pour les arrêter. La lutte engagée et menée par les **FRD-ABANYAGIHUGU** avec l'appui du peuple burundais vise le rétablissement du peuple dans ses droits et la mise sur pied dans le pays, tous les mécanismes visant son émancipation et son développement qui rassurent l'opinion nationale et internationale.

5. LE BURUNDI EST-IL UN ETAT DEMOCRATIQUE ?

Au Burundi, on observe beaucoup de faits montrant à suffisance que la démocratie est devenue un système politique qui gène les dirigeants. Ce mot n'est exploité que pour embellir les discours et faire plaisir à certains partenaires bilatéraux et multilatéraux. Les faits suivant sont très éloquents :

- Empêcher systématiquement tous les partis de l'opposition de fonctionner en les détruisant, en créant et en agréant en leur sein d'autres partis satellites obéissant aux ordres du parti au pouvoir. Faire des montages contre les leaders de l'opposition visant leur harcèlement, leur emprisonnement, les contraindre à l'exile ou les éliminer physiquement. Parmi ceux qui ont été contraints à l'exil, citons les cas des présidents des partis CNDD de Léonard NYANGOMA, FNL d'Agathon RWASA, MSD d'Alexis SINDUHIJE et d'autres cadres des partis de l'opposition. Parmi ceux qui sont malmenés et persécutés, on citera Léonce NGENDAKUMANA Président du parti SAHWANYA-FRODEBU, Chauvineau MUGWENGEZO Président a. i du parti UPD-ZIGAMIBANGA, William MUNYEMBABAZI Secrétaire Général du parti CNDD et d'autres.
  Ce désordre est orchestré par le Ministre de l'intérieur Edouard NDUWIMANA pour le compte du pouvoir, le service national des renseignements, certains éléments de la police nationale et certains juges et magistrats manipulés par parti au pouvoir.
- Promouvoir dans les hautes fonctions de l'Etat les seuls militants du Parti au pouvoir et leurs acolytes tout en foulant au pieds la loi distinguant les postes politiques des postes techniques ; le parti au pouvoir trouve normal de s'attaquer à la volonté populaire ; les élus du peuple sont systématiquement radiés de leurs fonctions à tous les niveaux en violation flagrante de la loi à l'instar des Chefs de collines à GIHANGA en province de BUBANZA et à GIHARO en province RUTANA. Rappelez-vous des députés abusivement radiés de l'Assemblée Nationale et dont certains ont été les cibles des attaques à la grenade par des éléments de la Police Nationale et du Service National des Renseignements pour les contraindre au silence absolu et priver le peuple des prestations de leurs élus.
  Le vote d'un code électorale et d'une loi communale anticonstitutionnel dans lesquels les élus du peuple représentent leurs partis à la place de leur électorat ; des élus qui ne sont plus redevables au peuple mais à leurs partis, à qui ils plaisent de les déchoir sans l'aval du peuple qui les a mandaté. Invraisemblablement, les élus du peuple sont devenus des fonctionnaires du Parti dont ils sont issus et sont soumis à l'impératif en place et lieu du mandat

national que leur confère la Constitution. Les menaces de toutes formes et le harcèlement de la population pendant le processus électoral dénaturent aussi la valeur de la Démocratie au Burundi.

- D'honnêtes citoyens victimes d'être membres des partis politiques de l'opposition sont contraints au chômage. Il y a la tolérance pour les membres de la mouvance présidentielle dans le paiement des impôts et taxes et la rigueur accompagnée par les mesures de surfacturation chez les membres de l'opposition s'observent comme sanctions. Des sommes d'argent colossales provenant de ces impôts et taxes ainsi que des aides et appuis budgétaires sont en grande partie détournés par une poignée de gens proches du pouvoir qui construisent des bâtiments que même l'Etat n'est pas à mesure de s'ériger. Et ainsi, certaines personnes s'enrichissent au détriment du peuple en le plongeant dans la misère totale malgré sa contribution considérable pour le développement du pays.

- Il y a absence de transparence dans l'organisation des élections et le favoritisme se balançant du côté de la mouvance, il est confronté aux crocs en jambe multiformes pour l'opposition.

A l'analyse de ce qui précède et d'autres éléments non évoqués dans ce document, le mouvement **F.R.D – ABANYAGIHUGU** constate que la démocratie est menacée d'une disparition avancée ; raison pour laquelle, le mouvement FRD-ABANYAGIHUGU appuyé par tout le peuple est déterminé de la restaurer à tout prix.

6. LE MOUVEMENT « F.R.D-ABANYAGIHUGU » COMBAT CONTRE QUI ?

Le mouvement **F.R.D– ABANYAGIHUGU** combat contre « Le système oligarchique Pierre NKURUNZIZA». Les assassins du peuple et les détourneurs des deniers publics sont présents dans plusieurs secteurs publics à savoir : la Police Nationale et présidentielle, l'Administration publique, la Justice, l'Economie, le parti au pouvoir et autres. Ils s'appuient également sur certains traitres, membres des partis politiques et de la societe civile pour détruire leurs formations politiques ainsi que leurs organisations apolitiques sans succès pour ces derniers, suite au plan surtout déjoué lors de la réunion du… tenue à GITEGA par le ministre de l'intérieur.

Le mouvement **F.R.D – ABANYAGIHUGU** est en lutte contre ces inciviques et leurs auxiliaires.

7. FACE AUX CHAOS POLITICO-SECURITAIRE ET ECONOMIQUE DANS LE PAYS, QUELLE SERAIT LA SOLUTION POUR SAUVER CETTE NATION EN DISPARITION ?

Le Burundi navigue à vue depuis un certain temps faute d'un leadership visionnaire et la situation ne fait que s'empirer du jour au lendemain. La situation est dramatique sur tous les plans.

Le peuple burundais est muselé par les tenants du pouvoir. Tous les hommes politiques qui ont tenté de proposer des solutions au nom de ceux dont ils représentent sont persécutés. Parmi eux, il y en a qui ont été contraints à l'exil, d'autres emprisonnés et parfois même tués. Les représentants des medias ou de la société civile en général qui informent régulièrement l'opinion nationale et internationale en démasquant les criminels sont harcelés et soumis aussi aux poursuites extrajudiciaires. La solution proposée par tous a toujours été le dialogue ; une option malheureusement vomie stratégiquement par les tenants du pouvoir.

Pour sauver le Pays, tous les Burundais ainsi que tous les partenaires du Burundi avaient appelé à des négociations inclusives inter burundais autour des questions clés qui hantent le pays. Cet appel s'est heurté sur le dédain de NKURUNZIZA et son système. Ils ne cessent de signifier à quiconque veut l'entendre qu'ils ne négocieront jamais avec qui que c'est soit et moins encore avec une opposition manipulable.

Le peuple burundais veut se débarrasser de tous ces artisans et exécutants des crimes déjà cités et c'est pour cela qu'il s'est confié au mouvement **F.R.D– ABANYAGIHUGU** pour venir appuyer tous les efforts menés jusqu'ici sans succès. La naissance du mouvement **FRD-ABANYAGIHUGU** est donc la solution.

8. LE MOUVEMENT FRD-ABANYAGIHUGU OEUVRENT POUR LE COMPTE DE QUI, OU DE QUELLE ORGANISATION ?

Le mouvement **F.R.D-ABANYAGIHUGU** est une organisation indépendante. Il n'œuvre pour aucune personne ni organisation ayant une quelconque revendication politique et apolitique au Burundi. Le mouvement assume et assumera toutes ses actions et les communiquera par des canaux autorisés.

Les membres (**INTWARI**) du mouvement **FRD-ABANYAGIHUGU** par le biais de ses combattants (**INGABO Z'ABANYAGIHUGU**) mettent en garde toute organisation ou toute personne ayant l'ambition de spolier le peuple pour ses intérêts en s'affichant **à l'insu des organes dirigeants et sans autorisation de ces derniers** comme allié ou partenaire du mouvement.

Le mouvement **FRD-ABANYAGIHUGU** s'insurge contre les propos diffamatoires de certains cadres dirigeants du parti au pouvoir et leurs acolytes allant dans le sens de chercher des boucs émissaires dans des partis politiques ou organisations non gouvernementales, en les taxant d'être proches des membres (**INTWARI)** pour les neutraliser dans leurs actions dénonciatrices. Nous savons que l'objectif du pouvoir est d'anéantir les partis politiques et les organisations non gouvernementales pour assurer son confort dans ses mascarades.

Le mouvement **F.R.D-ABANYAGIHUGU** collabore et travaille avec toute personne qui lutte corps et âme pour le rétablissement de la démocratie. Il compose également avec les membres qui sont fidèles aux objectifs du mouvement et qui assument leurs responsabilités quant aux actions menées contre les différents crimes politiques et économiques. Les membres du mouvement **FRD-ABANYAGIHUGU** ne sont pas autorisés d'agir ou de poser des actions suivant l'idéologie des partis politiques dont ils sont issus.

Le mouvement **FRD-ABANYAGIHUGU** sait très bien que les activités des partis politiques ont été suspendues. Ceux qui n'y croient pas encore, qu'ils persévèrent sans associer le mouvement. La reprise effective des activités des partis politiques selon les directives tracées par la Constitution, c'est l'une des motivations de la lutte que le mouvement **FRD-ABANYAGIHUGU** s'est assigné.

Les membres du mouvement **FRD-ABANYAGIHUGU** ne quémanderont jamais des négociations au pouvoir NKURUNZIZA à l'instar des partis politiques de l'opposition. Le mouvement **FRD-ABANYAGIHUGU** demande à ses fidèles d'éviter d'être manipulé par le pouvoir qui cherche à les confondre avec les membres de l'ADC-IKIBIRI, ce dernier étant esclave d'une politique démagogique. Le mouvement ne collabore pas avec des traitres qui échangent les droits du peuple contre des postes politiques ou des pots de vin. Il n'adhérera jamais au « Forum des partis politiques » dirigé par le Chef de la milice « IMBONERAKURE », Monsieur Melchiade NZOPFABARUSHE et travaillant comme un organe du parti CNDD-FDD.

Le mouvement **F.R.D-ABANYAGIHUGU** reste ouvert à tout un chacun indépendamment de son opinion et de ses convictions politiques, son ethnie, son origine, sa religion, son genre et autres. Pourvu qu'il adhère fermement et entièrement à son programme.

9. QUI SONT MEMBRES DES F.R.D-ABANYAGIHUGU ?

Est membre du mouvement **F.R.D-ABANYAGIHUGU**, toute personne qui adhère sans réserve au programme du mouvement, qui contribue dans tous les domaines possibles par des voies autorisées et qui s'acquitte de ses devoirs envers le mouvement conformément aux textes le réglementant. Celui qui adopte ce comportement est membre (**INTWARI**) à part entière du mouvement **FRD-ABANYAGUHUGU.**

10. QUEL EST LE PROGRAMME DES F.R.D-ABANYAGIHUGU ?

Le programme du mouvement **F.R.D-ABANYAGIHUGU** s'articule sur trois piliers à savoir : La **JUSTICE** et la **PAIX** pour tous, ainsi que la restauration de la **DEMOCRATIE** au Burundi**.** Les grandes orientations de ce programme sont disponible sur le site internet du mouvement **« www.burundi-itsitso.info »**. Néanmoins, ceux qui voudront beaucoup plus de détails peuvent nous écrire aux adresses suivantes : E-mail « frd-intwari@burundi-itsitso.info » ; Facebook, « ingabo abanyagihugu ».

En conclusion, les membres (**INTWARI**) du mouvement **FRD-ABANYAGIHUGU** demandent à l'opinion nationale et internationale ce qui suit :

1. ***Ne jamais coller aux membres (INTWARI) du mouvement FRD-ABANYAGIHUGU ou ses combattants (INGABO Z'ABANYAGIHUGU) des objectifs politiques contraires à sa ligne politique résumée dans ce mémorandum ou des actions dont il n'est pas auteur. Le mouvement FRD-ABANYAGIHUGU assumera les actions qu'il aura posées et il les diffusera au public par le biais de ses canaux autorisés à savoir : site internet «w.w.w.burundi-itsitso.info », Facebook «ingaboabanyagihugu » ainsi que d'autres journaux du mouvement ou d'autres partenaires reconnus par sa représentation.***

2. ***Aux burundais ainsi qu'aux amis du Burundi, de se lever comme un seul homme pour arrêter les tueries et les différentes formes de malversations économiques qui handicapent la Nation en soutenant toutes les voies pouvant éradiquer ces fléaux dont celle qui vient d'être proposée par le mouvement FRD-ABANYAGIHUGU.***

3. ***Aux témoins des massacres et assassinats en cours au pays, membres des formations politiques ou apolitiques ainsi que les représentants des confessions religieuses, de porter plainte contre ces bourreaux du peuple qui se cachent dans l'administration et au gouvernement Pierre NKURUNZIZA, devant les cours et tribunaux de la sous-région et d'ailleurs car, tous les indicateurs montrent que la justice burundaise est paralysée par l'Exécutif. Il est donc évident pour le mouvement FRD-ABANYAGIHUGU de constater que les dossiers relatifs à l'assassinat d'Ernest MANIRUMVA, aux tueries de GATUMBA et autres ne seront jamais clôturés. En plus, la communauté internationale devrait aider les burundais à faire des enquêtes sur les assassinats ciblés de plus de trois cent (300) paisibles citoyens dont les cadavres ont été retrouvés dans des rivières, sur les collines et dans le lac Tanganyika.***

4. ***Aux forces de défense et de sécurité du pouvoir NKURUNZIZA qui harcèlent le peuple en piétinant sur ses droits et en matant ceux qui luttent contre les tueries et les malversations économiques de savoir que, mener cette lutte c'est servir les voleurs, les criminels ainsi que la famille Pierre NKURUNZIZA en croyant servir la Nation. Ces forces de défense et de sécurité ne doivent pas ignorer que tout burundais a droit de s'exprimer et de circuler librement partout dans le pays, de jouir de ses droits civils et politiques que la Constitution lui autorise.***

5. ***A la communauté nationale et internationale de s'investir dans la réhabilitation de la Démocratie qui est au point zéro au Burundi afin que les partis politiques recouvrent leurs droits de fonctionner librement et que le désordre instauré en leur sein par le pouvoir cesse. Aussi, que le dénigrement des responsables et cadres, que ce soit au sein des partis politiques ou des associations, par leur destitution, leur exil forcé ou leur emprisonnement faute d'opinions qu'ils divergent avec les instances administratives s'arrêtent. Il en est de même pour les poursuites organisées contre ceux qui se sont inscrits en faux contre le résultat des élections car, en démocratie, le peuple a***

le droit de s'exprimer librement sur toute chose qui lui parait confuse ou irrégulière, surtout quand il formule ses idées en toute transparence et qu'il accepte le dialogue avec les autres et la réconciliation en cas de besoin.

6. *A tout le peuple burundais, de se désolidariser avec les assassins et les détourneurs des deniers publics, même si certains seraient de même obédience politique avec ces criminels.*

7. *Aux pays voisins (Tanzanie, Rwanda et RDC), aux pays de la région des grands lacs, à l'Afrique du Sud et autres, ainsi qu'aux organisations internationales qui se sont investis dans la signature des accords de paix d'Arusha et de cesser le feu, de réitérer leur bonne volonté pour l'évaluation et l'application de ces accords qui sont l'inspiration même de la Constitution. Cette dernière est pour le moment exposée à de multiples violations qui sont la source de tous maux. Le mouvement FRD-ABANYAGIHUGU demande aussi à ces pays de ne pas être piégés par le pouvoir CNDD-FDD qui incrimine gratuitement certains politiciens et certaines formations politiques. C'est sans nul doute que le pouvoir va aussi tenter d'accuser ce mouvement FRD-ABANYAGIHUGU qui vient de voir le jour.*

8. *A la communauté nationale et internationale, de ne pas le confondre avec un parti politique quelconque comme ce fut le cas très récemment quand le pouvoir NKURUNZIZA, pour supprimer la démocratie, livrait une guerre contre certains partis politiques et leurs leaders les accusant d'entretenir des bandes de brigands. En effet, le mouvement FRD-ABANYAGIHUGU a sa propre identité.*

9. *Aux burundais de l'intérieur comme de l'extérieur, à ceux qui se sont exilés ou qui sont emprisonnés, d'appuyer les efforts qu'il mène pour arrêter ces crimes qui freinent l'essor national. De leur côté, les membres (INTWARI) du mouvement FRD-ABANYAGIHUGU, dans le but de renforcer le camp des constitutionalistes, ils restent disposer d'appui ceux ou celles ayant un programme similaire et qui le demandent.*

10. *Demande enfin à l'Organisation des Nations Unies (ONU), à l'Union Européenne (UE), à l'Union Africaine (UA), à la Communauté de l'Africaine de l'Est (EAC), à l'Afrique du Sud et aux autres pays de la sous-région, aux organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme telles HUMAN RIGHT WATCH, AMNISTIE INTERNATIONALE, APPRODH, LA*

LIGUE ITEKA et autres, de bien vouloir comprendre que les membres (INTWARI) du mouvement FRD-ABANYAGIHUGU ont pris cette voie politico-militaire car, toutes les autres voies menées pour lutter contre cette insécurité grandissante dans le pays n'ont pas été prises au sérieux par le pouvoir qui devrait pourtant assurer la sécurité de tout un chacun . Le programme et les aspirations du mouvement FRD-ABANYAGIHUGU dans toutes leurs détails vous seront communiqués par le biais de ses représentants qui sont dans tout le pays et partout au monde.

Nous vous remercions !

Fait à GISURU, le 22 Novembre 2011

Pour le Comité Directeur du Mouvement FRD-ABANYAGIHUGU

Le Chef d'Etat-major Général Des INGABO Z'ABANYAGIHUGU (I.A)

KABIRIGI Pierre Claver

Colonel